

## HADJAR DEPUIS TRENTO (ITALIE)

### «Mettre l'outil spatial au service du développement durable»



Ph: Fouad S

**L**e ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a rappelé, lundi dernier, à Trento (Italie), la volonté de l'Algérie de «mettre l'outil spatial au service du développement durable», a indiqué un communiqué du ministère.

Hadjar, qui a présidé la délégation algérienne au

premier Forum international sur l'espace abrité par la ville italienne de Trento, les 23 et 24 octobre, a mis en exergue la volonté de l'Algérie «à mettre l'outil spatial au service du développement durable, du bien-être des populations et d'en faire un vecteur de la paix et de la stabilité aussi bien au niveau national, régional, qu'international». Il a mis également en exergue l'ambition du programme spatial algérien à l'horizon 2020, mené par l'Agence spatiale algérienne (ASAL), qui s'est déjà concrétisé par la mise en orbite de cinq satellites depuis 2002 et la mise en place d'un potentiel humain et de haut niveau, notamment au sein de l'ASAL, des universités et des centres de recherche.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui était accompagné du directeur général de l'ASAL, Azzedine Oussedik, a également évoqué le rôle important joué par les données que procure l'observation satellitaires de la Terre, notamment au bénéfice des différents secteurs socio-économiques, ainsi que leur contribution dans la prévention et la gestion des catastrophes naturelles. A la fin des travaux, les participants à ce forum «ont adopté une déclaration commune qui recommande une plus grande mobilisation internationale de l'outil spatial au service de la réduction des effets du changement climatique qui implique particulièrement les pays en développement».

Ils ont aussi appelé les universités et les institutions de recherche à une implication active et dynamique dans la mise en œuvre de programmes spatiaux nationaux et internationaux.

ORAN

## Journées internationales «Ethique médicale et situations de handicap» fin novembre



**L**es 1<sup>res</sup> journées internationales «Ethique médicale et situations de handicap» se dérouleront, les 26 et 27 novembre prochain à Oran, a-t-on appris, hier, des organisateurs. Cette manifestation scientifique est organisée par le service de médecine physique et de réadaptation fonctionnelle du CHU d'Oran, en collaboration avec la Faculté de médecine d'Oran, l'Université d'Oran

et l'Observatoire citoyen afro-méditerranéen éthiques bioéthiques et droits de l'homme (OCAMEDH). Le cadre du handicap nécessite une approche transversale et pour ce faire, le concours de spécialistes d'horizons divers est sollicité, a-t-on souligné de même source. Plusieurs experts étrangers sont attendus à cette manifestation scientifique à laquelle participeront également des spécialistes algériens de différents établissements sanitaires du pays. Plusieurs thèmes seront abordés, lors de cette rencontre de deux jours, comme le handicap et le droit, le handicap et l'éthique, le handicap et l'évolution de la société.

## **UN CLUSTER ALGÉRO-AMÉRICAIN EN BIOTECHNOLOGIE DÈS 2017**

Le Dr Smaïl Chikhoun, président du Bureau d'affaires algéro-américain, a annoncé le renforcement des échanges universitaires et le lancement d'un cluster dès 2017. Il affirmera que «d'ici à 2030, des molécules innovantes seront produites en Algérie». La coopération avec la France «s'est renforcée en 2016 avec le lancement de projets communs de formation et d'échange, dont la formation sur les maladies infectieuses et tropicales entre le CHU Laâdi-Flici et l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris», a souligné le Boutter, directeur des affaires à l'ambassade de France.

■ **Souhila Habib**

## FORUM INTERNATIONAL SUR L'ESPACE VECTEUR de paix et de stabilité

*Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a rappelé, lundi à Trento (Italie), la volonté de l'Algérie de «mettre l'outil spatial au service du développement durable», a indiqué un communiqué du ministère.*

**M.** Hadjar, qui a présidé la délégation algérienne au 1<sup>er</sup> Forum international sur l'Espace abrité par la ville italienne de Trento, les 23 et 24 octobre, a rappelé la volonté de l'Algérie "à mettre l'outil spatial au service du développement durable, du bien-être des populations et d'en faire un vecteur de la paix et de la stabilité aussi bien au niveau national, régional, qu'international". Il a mis également en exergue l'ambition du programme spatial algérien à l'horizon 2020, mené par l'Agence spatiale algérienne (ASAL) qui s'est déjà concrétisé par la mise en orbite de 5 satellites depuis 2002 et par la mise en place d'un potentiel humain et de haut niveau notamment au sein de l'ASAL, des universités et des centres de recherches.



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui était accompagné du directeur général de l'ASAL, Azze-

dine Oussedik, a également évoqué le rôle important joué par les données que procure l'observation satellitaire de la terre notamment au bénéfice des différents secteurs socio-économiques ainsi que leur contribution dans la prévention et la gestion des catastrophes naturelles. A la fin des travaux, les participants à ce Forum "ont adopté une déclaration commune qui recommande une plus grande mobilisation internationale de l'outil spatial au service de la réduction des effets du changement climatique qui implique particulièrement les pays en développement".

Ils ont aussi appelé les universités et les institutions de recherche à une implication active et dynamique dans la mise en œuvre de programmes spatiaux nationaux et internationaux.

## COOPÉRATION

# Le Premier ministre du Niger en VISITE DE TRAVAIL À ALGER

Le Premier ministre de la République du Niger, Brigi Rafini, effectuera une visite de travail, aujourd'hui et demain, en Algérie, à l'invitation du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Cette visite permettra aux deux parties « d'évaluer la coopération bilatérale, et de définir les voies et moyens de son approfondissement », a précisé la même source, relevant qu'elle entre dans le cadre « du renforcement des relations d'amitié, de fraternité et de bon voisinage ».

Aussi, une série d'accords et de mémorandums d'entente concernant notamment l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et la justice seront signés à cette occasion, a ajouté la même source.

Elle constituera également une « opportunité pour aborder et examiner les questions d'intérêts communs régionaux et sous-régionaux, en particulier les défis sécuritaires auxquels font face nos deux pays ».

Le Premier ministre nigérien sera accompagné d'une importante délégation ministérielle, a conclu la même source.



# Université de Tizi-Ouzou

## Changements aux œuvres universitaires

**A**près le changement du recteur effectué tout récemment à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou avec l'arrivée de M. Tessa qui a remplacé, pour rappel, M. Derridj, voici venu le tour des DOU (directeur des œuvres universitaires) de changer. Ainsi, au niveau de la DOU de Hasnaoua, Ali Lamri a été remplacé par Kamel Daoud. Au niveau de la DOU de Tamda, Hamouani a été remplacé par Mameche Ahcene. À noter qu'à la DOU Centre, Achir Khellaf a été remplacé par Omar Guettal. Les nouveaux responsables ont été installés, hier mardi, par des cadres de la DG du secteur.

**F. L.**

## BOUIRA À l'appel du syndicat LNEA L'université à nouveau paralysée

**E**n signe de protestation contre la "dégradation de leurs conditions socio-pédagogiques", le bureau local de la ligue nationale des étudiants algériens (LNEA) a enclenché un mouvement de grève qui a paralysé l'université Akli Mohand Oulhadj. En effet, aucun étudiant n'a pu assister au cours depuis la matinée d'hier, et ce, en raison de la fermeture de toutes les classes et les amphithéâtres, ainsi que de l'administration de l'université. "Nous avons tout fermé ! Nous avons entamé un mouvement de grève de trois jours pour exiger la satisfaction de nos revendications", a expliqué M. Abdelmoumen, membre du bureau local de la LNEA. D'après leur plateforme de revendications, placardée au niveau de tous les départements de l'université, les membres de l'organisation tiennent, particulièrement, à dénoncer le retard dans le traitement des thèses de Master et l'ajournement des opérations de délibération et d'orientations. Ils s'inquiètent, par ailleurs, de l'en-

tame très tardive de la nouvelle année universitaire en cours. Les étudiants déplorent aussi «la dégradation des œuvres universitaires (restauration et transport)». Ils appellent également à la garantie d'un accès direct de l'ensemble des étudiants en fin de cycle licence à la première année Master, ainsi qu'à une ouverture des écoles doctorales dans l'ensemble des départements. Ils se plaignent, par ailleurs, d'un manque incontestable dans l'encadrement pédagogique, de salles de cours, d'ouvrages de référence, ainsi que de l'absence de transparence dans l'attribution des bourses d'études à l'étranger pour les étudiants». "Nous aspirons à l'amélioration de nos conditions d'études, nous manquons de toutes les commodités nécessaires, tel que le transport, et déplorons la mauvaise restauration" s'est plaint Sid Ali, un étudiant de la faculté des lettres et des langues.

**Aziz Cheboub**

### Grève de l'intersyndicale

# Diversement suivie

L'intersyndicale autonome de la fonction publique, regroupant 13 syndicats, a poursuivi, hier, son mouvement de protestation, qualifié d'«historique», pour la deuxième journée consécutive.



une réussite historique en dépit de la politique d'intimidation et de menaces auxquelles les grévistes ont fait face», a dénoncé l'intersyndicale. Pour le ministère de l'Éducation nationale, le taux de suivi de la grève à laquelle ont appelé les syndicats autonomes a atteint 19% parmi les enseignants. Dans une déclaration à l'APS, Mme Nouria Benghebrat a précisé que «le taux de suivi de la grève a atteint 19% parmi les enseignants», indiquant dans ce sens que ce taux est inférieur à celui enregistré au premier jour de la grève observée par les enseignants la semaine dernière, soit 21%. La ministre avait déclaré, dimanche dernier, que les enseignants grévistes subiront des ponctions sur leurs salaires, estimant que «cette mesure est légale». Elle avait également affirmé que «le partenaire social connaît les lois de la République, notamment concernant les grèves, faisant allusion aux ponctions sur les salaires».

**L.O.Challa**

**S**elon les animateurs de ce débrayage, la deuxième journée a connu la même mobilisation enregistrée au premier jour de cette action. «Plusieurs travailleurs de différents secteurs de la fonction publique ont adhéré à ce mouvement de grève qui a été très bien suivi», a signifié le secrétaire général du conseil des lycées d'Algérie (CLA). Le mot d'ordre de grève a été suivi différemment

d'un secteur à un autre. Le taux de suivi du débrayage dans ce secteur a été, hier, de 75,30%, selon les données fournies par la cellule de suivi de la grève. Le secteur de la santé a aussi été touché par le mouvement du syndicat des praticiens de la santé publique. Le taux de suivi est le même que celui enregistré au premier jour, soit 74%. Le secteur de la formation professionnelle a été affecté avec un taux de suivi de la grève de 52%. Les vétérinaires ont répondu à l'appel à 85%.

Pour l'administration, les fonctionnaires des APC ont suivi le mouvement à 75%, ceux de

l'enseignement supérieur à 35% et ceux des fonctionnaires de la santé à 65%. «Le mouvement a été

## **SOUK AHRAS**

# **Cancer du sein : collecte de 180 poches de sang**

**U**ne collecte de 180 poches de sang a été effectuée lundi, à l'université Mohamed Cherif Messaadia de Souk Ahras, lors d'une campagne de don du sang lancée en solidarité avec les malades atteints de cancer du sein, a-t-on constaté.

A l'initiative du bureau local de l'association nationale de volontariat, dès son lancement, cette action a connu un engouement de la part des enseignants, des étudiants et du corps administratif et technique de cet établissement d'enseignement supérieur, a précisé M. Sofiane Aouaydia, président du bureau local de l'association nationale de volontariat, se félicitant de

l'adhésion à cette action de proximité. Il a, dans ce sens, ajouté que l'objectif d'une telle campagne est d'œuvrer à inculquer, dans la société, les valeurs de la solidarité, de l'entraide et de la citoyenneté. Placé sous le slogan «Le sang est une oblation», la campagne de don du sang a été marquée par la distribution de dépliants encourageant la participation à de telles opérations à côté de la présentation de communications animées par des médecins spécialistes mettant en exergue l'apport du dépistage précoce dans la prise en charge, à temps, du cancer du sein.

## Coopération scientifique **Signature d'une convention entre l'université d'Oran 1 et l'université Ryerson du Canada**

R. L.

Une convention cadre de coopération a été signée entre l'université de Ryerson, représentée par son président le Pr Lachemi Mohamed (un ancien diplômé de l'USTO), et l'université d'Oran, représentée par son recteur le Pr CHAHED Larbi avec l'objectif d'approfondir la coopération scientifique et les échanges académiques et culturels non seulement entre les deux établissements mais aussi entre les deux pays. Au terme de cette cérémonie de signature qui s'est déroulée au siège du ministère de l'Enseignement supérieur, le président de l'université Ryerson a annoncé l'octroi par son établissement de trois bourses au profit des étudiants d'Oran 1 pour financer des séjours scientifiques de courte durée. Il faut noter aussi que deux autres conventions similaires ont été signées avec les universités de Blida 1 et de Constantine 2. Un communiqué émanant de l'université d'Oran 1, indique que dans le cadre du renforcement des liens avec les membres de la diaspora algérienne à l'étranger, le ministère des Affaires étrangères en partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a organisé, à Alger, du 16 au 18 octobre 2016, la première édition des journées scientifi-

ques et culturelles des membres de la communauté algérienne établie au Canada. A ce titre le ministre, qui a reçu les membres de cette délégation le 17 octobre, a rappelé lors de son allocution de bienvenue, que son secteur est à l'ère de l'évaluation des réformes et qu'à ce titre leur contribution, pour la mise en place des correctifs nécessaires, est souhaitable d'autant plus que les Universités canadiennes ont fortement participé à l'introduction du concept de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur à l'échelle internationale.

Les énergies renouvelables, les biomatériaux, le transport intelligent, la virologie et la sécurité informatique, le commerce électronique, le e-learning, l'entrepreneuriat, la recherche sur le cancer et la transplantation des organes, l'aéronautique et les arts numériques sont autant de thématiques qui ont fait l'objet d'une série de 27 conférences et de communications présentées lors de ces journées par des experts, des chercheurs et des scientifiques algériens établis au Canada.

Ces sujets d'actualité aussi importants les uns que les autres, devront faire l'objet de collaboration et de partenariat entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique des deux pays.

PRODUCTION DE CARTES  
ÉLECTRONIQUES

## Stream System offre ses services à l'université de Blida

Le fabricant de matériels électroniques Bomare Company, sous la marque commerciale Stream System, a signé, hier, une convention avec l'université Saâd Dahleb portant sur l'offre d'une ligne complète de fabrication de cartes électroniques pour tous types d'industries.

Celle-ci (ligne de fabrication), servira à la formation d'ingénieurs en électronique dans différents domaines. Une véritable bouffée d'oxygène pour les étudiants de cette filière. Cette ligne, acquise auprès du partenaire américain, Universal Instruments Corporate, peut servir à former des ingénieurs dans les domaines des énergies renouvelables, aéronautique, aérospatiale, ferroviaire, industrie automobile et autres. *«Il faut beaucoup de moyens pour former nos ingénieurs dans ces domaines. Ça coûte très cher. A travers cette convention, nous comptons former des ingénieurs accomplis dans ces domaines au niveau de l'université Saâd Dahleb de Blida. Nous sommes fiers de contribuer à ce processus et nous comptons recruter directement les meilleurs d'entre eux»* explique le premier responsable de Bomare Compagny, Ali Boumedienne.

même.

De son côté, son partenaire américain, Jean-Luc Pelissier, directeur général de l'entreprise Universal Instruments Corporate, leader mondial dans son domaine, déclare qu'il est *«également fier de faire partie de cette initiative»*. Celui-ci qui s'est déplacé des Etats Unis d'Amérique spécialement pour prendre part à cette cérémonie avoue que *«l'Algérie représente un potentiel extraordinaire pour la fabrication électronique»*. Pelissier déclare aussi, que son entreprise présente dans plusieurs pays, s'engage à prendre en charge la formation et, éventuellement, recruter parmi des étudiants algériens bénéficiaires de cette convention avec l'université de Blida. Pour sa part, le recteur de l'université Saâd Dahleb, le Pr Abadelia Mohamed Tahar, s'est dit très optimiste quand à l'avenir de cette filière dans l'établissement qu'il préside. Ceci tout en reconnaissant les difficultés que rencontrent les étudiants dans ces filières pour trouver des stages pratiques adéquats pour leur spécialité.

Parallèlement, le premier responsable de Stream System a signé un autre accord avec l'opérateur public de la téléphonie mobile. M.Saoudi, représentant le PDG de Mobilis, à cet événement, réaffirme les engagements de l'opérateur à encourager la production nationale de téléphonie mobile, à travers ce genre de conventions dont tout le monde sort gagnant. Il s'agit de la commercialisation de deux packs de téléphones de Stream System, compatibles avec la 4G, qui seront proposés à des prix concurrentiels aux clients.

**Arezki Ibersiene**

UNIVERSITÉ DE BOUIRA

## Grève générale des étudiants

**L'UNIVERSITÉ** Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira fait face à plusieurs mouvements de protestation, depuis le début de l'année universitaire. Hier encore, l'ensemble des départements et facultés ont été paralysés par une grève générale et illimitée déclenchée par l'organisation étudiante, la Ligue nationale des étudiants algériens (LNEA). Les étudiants se plaignent de plusieurs carences et dysfonctionnements. *«Il y a beaucoup de dysfonctionnements à l'université Akli-Mohand-Oulhadj. Cette situation alarmante nous a fait sortir de notre silence aujourd'hui»*, a déclaré hier un membre de cette organisation. Le bureau local de la LNEA a tenu à dénoncer, dans une déclaration affichée au niveau des départements et facultés de l'université, le retard quant au démarrage effectif de l'année universitaire. *«Nous avons pu remarquer que les cours n'ont pas encore commencé dans l'ensemble des facultés de l'université. C'est une situation inacceptable vu que nous sommes à près de deux mois depuis le début de l'année universitaire»*, ajoute-t-il.

Ainsi, l'organisation des étudiants a interpellé l'administration de l'université afin d'ouvrir des postes en doctorat dans certaines spécialités au niveau du département des sciences politiques et administratives. *«L'administration de l'université doit rouvrir des postes en docto-*

*rat pour deux spécialités en droit. Il s'agit principalement du code de la famille et le code de droit international privé»*, soulignent d'autres étudiants du département en question. Les étudiants ont affirmé que le code de droit international privé est une spécialité qui a été supprimée par l'administration parce qu'elle attire de moins en moins de postulants. Ce que les étudiants refusent d'admettre. L'université de Bouira connaît ces dernières semaines des grèves cycliques. Les conditions sociopédagogiques ne cessent de se dégrader. Face au silence de l'administration, la situation se corse davantage. Outre les actions de protestation menées par les différentes organisations des étudiants, ce sont les enseignants, notamment ceux affiliés au Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), qui se sont mis de la partie récemment, en organisant un rassemblement devant le siège du rectorat. Ils ont dénoncé l'insécurité qui règne au niveau du campus, ils ont demandé des explications quant à l'octroi de la bourse pour des stages de courte durée à l'étranger au profit des enseignants et des étudiants, etc. La Ligue nationale des étudiants algériens affirme que la grève se poursuivra, et ce, jusqu'à ce que l'administration de l'université accepte de se réunir avec eux autour d'une table.

**Ali Cherarak**

UNIVERSITÉ D'ORAN

## Poésie et guerre de Libération nationale en débat

«**POÉSIE et guerre de libération nationale**» sera le thème, aujourd'hui, d'une rencontre à l'université Oran I Ahmed-Benbella.

Les axes de cette manifestation, inscrite dans le cadre de la célébration du 62<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 portent sur "Le rôle de la poésie algérienne dans la préparation de la guerre de Libération",

"La poésie de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre", "La poésie algérienne durant la période post-indépendance".

Les organisateurs, qui ont rappelé que cette rencontre coïncide avec le 1<sup>er</sup> anniversaire de la fondation de l'Université d'Oran I ont souligné que la résistance nationale au colonisateur français a pris plusieurs formes, dont la poésie et les

chants révolutionnaires. Ils ont rappelé que l'Emir Abdelkader, figure de la résistance populaire et fondateur de l'Etat moderne algérien, avait écrit son premier poème, décrivant sa victoire contre l'occupant après une bataille livrée dans la wilaya.

Des poètes algériens ont suivi cette démarche en consacrant une partie de leurs œuvres poétiques à la

glorification de la résistance du peuple algérien durant 132 ans, à l'image de Mohamed Saïd Zahiri, Mohamed Laïd El Khalifa, Ramdane Hamoud, des poètes tombés au champ d'honneur comme Abdelkrim Lagoune, Rabaf Bouchama, Mohammed El Amine Amoudi et autres. Les participants à cette rencontre évoqueront le poète de la Révolution, Moufidi Zakaria, qui a chanté la

résistance du peuple algérien et écrit l'hymne national *Kassamen*, un magistral texte mobilisateur et reflétant la fougue et la détermination du peuple algérien à se sacrifier pour l'indépendance nationale. Cette rencontre est organisée, deux jours durant, par le Laboratoire du discours littéraire en Algérie de la Faculté des lettres et arts de l'université d'Oran I.

BILAL LATBI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UEAF

## “Les étudiants algériens sont des SDF”

**M. Latbi est également membre élu au conseil d'administration du Crous (direction des œuvres universitaires) de Créteil.**

**Liberté :** Le gouvernement algérien renonce, du moins pour l'instant, au projet de la Maison d'Algérie officiellement pour des raisons financières. Au même moment, on vient d'apprendre que la Tunisie va construire un second bâtiment au sein de la cité U internationale. Comment réagissez-vous à cela ?

**Bilal Latbi :** Je ne suis pas du tout surpris de cette décision. Le régime algérien n'a jamais

fait de la communauté estudiantine algérienne en France sa priorité, il agit même à son en-

contre. En 2001, il a œuvré pour qu'une autorisation de travail soit imposée aux étudiants algériens en France. Ce renoncement est un nouvel exemple de l'échec de sa politique universitaire, en Algérie ou bien à l'international. En revanche, ce pouvoir a bien réussi à faire fuir des milliers d'étudiants et à en faire des SDF.

**À quels critères les étudiants algériens dot-**

**vent-ils répondre pour être logés dans la CUI et dans les autres résidences universitaires de l'Hexagone ?**

L'accès au logement étudiant est un problème global en France. Ce pays dispose de 600 résidences de 169 000 places pour plus de 2 millions d'étudiants.

L'accès est de ce fait très sélectif. Il constitue un véritable privilège pour les Algériens, surtout que des priorités spécifiques sont accordées à d'autres catégories d'étudiants étrangers comme les boursiers gérés par Campus France et ceux relevant des programmes de mobilité européenne et des échanges inter-universitaires.

Les étudiants qui ne répondent pas à ces critères peuvent tout de même faire leur demande en justifiant d'un contrat de travail indéterminé et d'un garant. Mais cela n'est pas suffisant. Ce qui justifie le nombre infime d'étudiants algériens en résidence Crous.

**Dans quelles conditions les étudiants algériens sont-ils actuellement logés ? Éprouvent-ils des difficultés plus que les autres, à trouver un logement, y compris chez les particuliers ?**

Il faut savoir qu'il n'existe aucune structure d'accueil des étudiants étrangers en France. Les étudiants étrangers et algériens en particulier se retrouvent livrés à eux-

mêmes. Ils se débrouillent comme ils peuvent en faisant appel à la solidarité familiale ou amicale. Certains logent dans des hôtels ou des foyers. Les plus nantis louent un logement au Crous ou dans une résidence privée. Beaucoup plus d'étudiants font de la colocation pour réduire le coût du logement.

Les étudiants algériens en France sont régis par l'accord franco-algérien de 1968, qui fixe les conditions d'entrée et de séjour des algériens dans le pays. Ils sont soumis à une autorisation pour travailler à temps partiel. La majorité sont non boursiers et sont donc obligés de trouver un emploi pour financer leurs études et se loger.

Sans contrat de travail, l'étudiant algérien n'a quasiment aucune chance de louer, même chez un particulier.

**En votre qualité de représentant des étudiants algériens de France et du Crous, comment agissez-vous pour leur venir en aide ?**

L'UEAF accueille à chaque rentrée universitaire 800 nouveaux étudiants, les accompagne dans leurs démarches administratives : demandes de titre de séjour, inscriptions... et les aide à trouver un logement.

Il faut savoir aussi que c'est grâce à l'UEAF que les étudiants "sans-papiers" peuvent s'inscrire et poursuivre leurs études dans les

universités de Paris 6, Paris 8 et Paris 13. L'UEAF mène des campagnes de régularisation des étudiants "sans-papiers" à l'université de Paris 8 et de Paris 13.

Nous avons fait régulariser plus de 300 étudiants à ce jour. Nous nous mobilisons également pour faire libérer des étudiants en rétention, évitant ainsi leur expulsion.

Par ailleurs, l'UEAF dispose des permanences hebdomadaires dans chacune de ses sections locales pour aider les étudiants à régler leurs problèmes d'inscription, de séjour, de logement, d'aide sociale ou pédagogiques.

**Avez-vous déjà tenté de solliciter les autorités consulaires algériennes sur cette question de logement ?**

L'UEAF n'a aucune relation avec le consulat. Si vous posez la question aux étudiants algériens en France, ils vous diront qu'ils sont livrés à eux-mêmes et que les autorités algériennes ne font rien pour eux. Les autorités consulaires sollicitent uniquement les étudiants lorsqu'il s'agit de prendre part à des mascarades électorales.

Nous militons seuls pour que le statut des étudiants algériens en France change. Lorsque nous organisons des manifestations devant la préfecture, aucun officiel ne vient nous appuyer.

ALORS QUE LA TUNISIE VA CONSTRUIRE UN SECOND BÂTIMENT

## Le projet de la Maison de l'Algérie à Paris abandonné

L'accord portant construction de cette résidence universitaire date d'une décennie. Des difficultés financières sont avancées par l'Algérie aujourd'hui pour expliquer l'ajournement du chantier. Pendant ce temps, la Tunisie, un pays qui est également en crise, s'apprête à construire un second bâtiment pour loger ses étudiants à Paris.

**O**n en avait parlé, longuement, y compris en haut lieu. Il y a eu des professions de foi. Des tas. Lors de sa première visite d'État en Algérie en décembre 2012, François Hollande

avait promis aux étudiants algériens

une maison au sein de la cité universitaire internationale (CUI) de Paris. "Je pense à ces 25 000 Algériens qui étudient en France. Je veux qu'on les accueille mieux et davantage. Je veux une maison à la Cité internationale universitaire de Paris pour accueillir ces étudiants", s'est engagé le président de la République française devant les membres du Parlement algérien.

Depuis, rien. L'accord conclu en 2005 entre les deux pays est toujours en attente d'application. Ce contrat prévoyait l'édification d'un pavillon aux couleurs de l'Algérie au cœur de la CUI, située sur l'avenue Jourdan, dans les beaux quartiers du 14<sup>e</sup> arrondissement.

Le bâtiment constitué de 250 chambres devait accueillir ses premiers locataires en 2008. Il était question d'y loger 50% d'étudiants algériens et une seconde moitié formée de résidents de diverses autres nationalités, avec comme objectif de favoriser le brassage culturel dans la

cité. Le reste des étudiants algériens devaient, pour les mêmes motifs, rejoindre les autres pavillons. L'ambassadeur d'Algérie à Paris, à cette époque, Mohamed Ghoulmi, avait été spécialement mandaté par le président Abdelaziz Bouteflika afin de superviser la réalisation du projet de cette maison, qui devait comme tant d'autres opérations de prestige contribuer au rayonnement de l'Algérie à l'étranger. Sauf que cet-

L'édification du pavillon pour les étudiants algériens à Paris remise aux calendes grecques.

te entreprise n'a jamais été menée à terme. Des sources diplomatiques algériennes à Paris ont confié à *Liberté* que la construction de la Maison de l'Algérie, bien qu'elle demeure inscrite parmi les programmes à réaliser, est ajournée pour des raisons financières. À l'origine, le chantier d'un coût de 23 millions d'euros devait être supporté principalement par des fonds algériens. Mais aucun sou n'a été dépensé. Si l'argument de

la crise financière du pays tient la route aujourd'hui, on se demande pourquoi la Maison de l'Algérie n'a pas été construite pendant les années fastes, au même moment que beaucoup d'infrastructures et d'équipements en Algérie.

Du côté de la CUI, on sait tout simplement que ce projet n'est pas à l'ordre du jour. Anne Saglier, chargée de la communication, assure que trois chantiers de résidences

seront bientôt lancés. Ils comporteront la construction de deux maisons, chinoise et coréenne. Un troisième projet, dont l'attributaire n'a pas encore été dévoilé, est, lui, en cours de validation. En outre, la direction de la cité a annoncé, il y a quelques jours, en grande pompe, le lancement de la construction d'un second pavillon tunisien dont la réception est prévue pour la rentrée universitaire 2019.

Le bâtiment très futuriste portera le nom de l'ancien président Habib Bourguiba. Son édification permettra de doubler la capacité d'accueil des étudiants et chercheurs tunisiens. Cette année, un peu plus de 700 Tunisiens ont obtenu des bourses de leur gouvernement pour venir étudier en France.

La Maison de Tunisie de la CUI compte déjà 1 400 locataires. De leur côté, les étudiants algériens sont une poignée. La chargée de communication de la cité en a compté 59 (sur 5 701 résidents) ventilés à travers les différents pavillons. Certains sont boursiers de l'État. D'autres se sont débrouillés pour dénicher un lit dans la résidence. Quant aux moins chanceux, l'alternative consiste à louer chez le privé, souvent sous la formule de la colocation. Selon Anne Saglier, les universités parisiennes comptent 3 266 étudiants algériens. Ils sont 8 503 en Île-de-France et 2 0161 dans tout l'Hexagone.

S. L.-K.

SOUK AHRAS

## Plus de 300 étudiants font don de leur sang

■ Saisissant l'occasion d'"Octobre rose" pour combattre le cancer du sein, sous le signe "Le cancer du sein, parlons-en !", les membres de l'association nationale de volontariat ont organisé, lundi, une collecte de sang à l'université Cherif-Messaâdia de Souk Ahras. L'association qui développe le slogan "Le volontariat, un devoir national et un acte de civisme" veut investir le terrain pour apporter un soutien efficace et durable à ceux qui sont dans le besoin. De 9h à 16h30, les étudiants et surtout les étudiantes ont été nombreux à se présenter pour donner ce liquide précieux qui peut sauver des milliers de vies. L'unité de médecine préventive s'est avérée trop exigüe pour contenir le flot humain qui s'est précipité dès les premières heures pour marquer sa présence dans cet élan de solidarité qui consiste à donner son sang pour sauver la vie d'autrui. L'opération de collecte a été encadrée par deux médecins, quatre agents paramédicaux et une ambulance dépêchée par l'hôpital Ibn-Rochd. Les huit lits mis à la disposition des donneurs étaient insuffisants pour une opération de cette taille. Selon le président de l'association, Soufiane Aouaïdia, l'objectif tracé a été dépassé. *"Nous avons tablé sur 200 à 250 donneurs, nous avons atteint la barre des 300. La prise de conscience des étudiants a fait que ces derniers, malgré l'attente, ont voulu démontrer qu'on peut compter sur eux. Quelques employés de l'université se sont joints à cet acte généreux et porteur d'espoir. Malheureusement, les enseignants qui devaient donner l'exemple en matière de soutien, d'aide et de solidarité ont été portés au registre des absents", nous dira notre interlocuteur.*

D.R.

HOCINE FARROUKI

## **Université de Tizi Ouzou**

### **Les trois DOU changent de directeurs**

**LES TROIS** directions locales des œuvres universitaires (DOU) à Tizi Ouzou ont connu, hier, la nomination de nouveaux responsables en remplacement des désormais ex-directeurs locaux des DOU. En effet, nous avons appris de sources universitaires, qu'en remplacement du directeur de la DOU Hasnaoua, Laamri Ali, c'est Kamel Daoud occupant le même poste à Béjaia qui lui succédera. Alors qu'à la tête de la DOU Centre, Guettal Omar remplacera Achir Khellaf et Mameche Ahcène sera installé à la place de Hambouani Mohamed au niveau de la DOU Tamda. Il a été procédé, hier, à l'installation des nouveaux directeurs par des cadres de la direction générale des œuvres universitaires.

**Hamid M.**